**ARRÊTS- PERSONNES PHYSIQUES ET FAMILLE**

1. **Droit de la famille- 171644**

Faits :

* L’intimée ainsi que son mari souhaitent avoir un enfant de manière artificielle, et font congeler le sperme du mari. Le mari décède accidentellement et la mère fait une tentative d’insémination. L’enfant nait 493 jours après le décès du père biologique. Les appelantes contestent la reconnaissance d’une filiation, car cela influencerait la succession.

Questions en litige :

1. La juge de première instance a-t-elle erré en omettant de considérer le fait qu’au moment du décès [du père], l’embryon n’était pas implanté dans l’utérus de [la mère] et que l’enfant est né 493 jours suivant le décès?

-Succession multidimensionnelle, il faut considérer plus que la succession, mais aussi la valeur identitaire de l’enfant, la dimension psychosociale de la filiation.

2. La juge de première instance a-t-elle commis une erreur de droit et une erreur manifeste dans l’appréciation de la preuve documentaire en omettant de considérer les termes exprès des consentements [du père]?

-Décision ne se base pas uniquement aux documents signés, mais aux efforts du couple.

-Obstacles éthiques, mais pas juridiques au niveau de l’insémination post-mortem.

1. **Montreal Tramways**

Femme enceinte tombe ou se fait expulser violemment d’un tramway. 2 mois plus tard, elle donne naissance à un enfant avec des pieds bots. Son mari accuse la compagnie de tramway d’être responsable de cette malformation.

Important de replacer les parties : appelant et intimé

Ne pas mélanger en 1ere et 2e instance.

Appelant : Montreal tramways

Intimé : Paul Léveillé

Demande rejetée.

Motifs du juge (ratio) :

Question en litige : Y-a-t-il eu des dommages personnels à un humain? L’enfant possède il le droit à la réparation des dommages qui lui ont été causés avant sa naissance?

Motifs de la Cour Suprême :

Art.608 Cc Bas -Canada, art.1053

-Maxime *infans conceptus* s’applique dans tous les cas où le fœtus peut avoir des intérêts économiques (pas seulement succession)

-CS affirme que dès que le fœtus a des intérêts économiques, il pourrait bénéficier de droit

La maxime qui donne droits à un fœtus à condition qu’il naisse vivant et viable s’applique dès que le fœtus a des intérêts en jeu.

Fiche résumée :

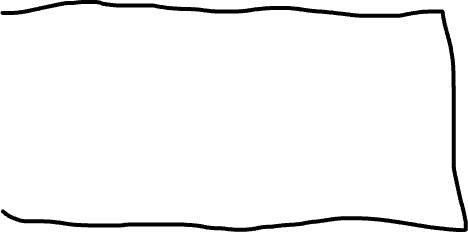
Montreal Tramway contre Léveillé + mettre référence.



Faits :



- Dame enceinte a un accident dans le tramway, bébé nait avec malformation.



Motifs (ratio):

-…

- dissidence (lorsque pertinent seulement)

\*Si mère avait perdu l’enfant, elle ne pourrait pas poursuivre pour le fœtus, car n’a pas le critère de naitre vivant et viable, son droit est un peu « flottant ». Elle pourrait poursuivre pour dommages moraux qui lui ont été causés.

**3- Dobson**

-Ne pourrait pas arriver au QC, car le régime d’assurance automobile couvre tout le monde, fautif ou non.

Faits :

Une mère enceinte a un accident de la route. Son fils naît prématurément avec des handicaps physiques et mentaux, notamment une paralysie cérébrale. Le grand-père poursuit la mère au nom de l’enfant pour les dommages qu’il a subi notamment à cause de sa négligence au volant.

\*Mettre la décision de 1ere instance uniquement si a une incidence dans le jugement

Question de responsabilité civile :

Peut-on poursuivre la mère?

Question de droit :

La mère doit-elle être tenue délictuellement responsable du dommage subi par son enfant en raison d’un comportement négligent avant la naissance qui aurait infligé un préjudice au fœtus qu’elle portait?

Faits :

Le fœtus et la mère ne font qu’un. La notion de naitre vivant et viable, c’est que tu pourrais aller en Cour pour des dommages qui t’ont été causes. Il faudrait donc que la mère se poursuivre elle-même, car ils ne font qu’un tant et aussi longtemps qu’il n’y a pas naissance de l’enfant.

Tant et aussi longtemps que l’enfant n’est pas né, le fœtus fait partie de la mère et n’a pas de droit même en raison de la maxime *infans conceptus*.

Il faut que ça soit un tiers qui entame la poursuite, la mère ne peut pas se poursuivre.

+ dommages moraux que ça causerait à la mère

1. **Daigle contre Tremblay**

* Voir comment juridiquement parlant, la CS a accepté que Mme. Daigle se fasse avorter. Il faut être neutre et uniquement analyser juridiquement (peu importe que tu sois pro vie/choix)

Faits :

Mme. Daigle, suite à sa séparation avec M. Tremblay, décide d’interrompre sa grossesse. M. Tremblay souhaite empêcher l’avortement sous prétexte qu’il a des droits en titre de géniteur.

Question : M. Tremblay peut-il empêcher Mme. Daigle de se faire avorter?

Motifs :

Père prétend que fœtus a droit à la vie en vertu de la *Charte Québécoise*. *Charte* dit que tout être humain a droit à la vie.

Jurisprudence affirme que fœtus pas être humain, mais qu’on lui accorde certains droits économiques lors de sa naissance, à condition qu’il naisse vivant et viable.

2 éléments importants contre M. Tremblay :

-Il n’a pas de droit, car il est un tiers. Le lien de filiation s’établit par l’acte de naissance, or, il n’y a pas de naissance dans ce cas-ci. Donc pas de lien juridique, tu deviens père uniquement à la naissance de l’enfant, vivant et viable.

-Le fœtus et la mère ne font qu’un. La maxime *infans conceptus* ne vise que des situations économiques précises lors de la naissance du fœtus vivant et viable. Intérêts pendant la grossesse sont des intérêts économiques qui pourront être exerces sur un tiers ou droits économiques en matière de succession.

Application de la Charte basée sur le fait qu’un être humain a droit à la vie. Le fœtus n’est PAS un être humain.

\*\*\*Quoi retenir des arrêts:\*\*\*

-Le fœtus n’est pas un être humain, et il faut être un humain pour bénéficier de droits (Art. 1 CcQ)

Exceptions, notamment Art.617 CcQ

ANALYSER UN JUGEMENT

-C’est le juge de 1ere instance qui est maître des faits, il interprète la preuve. Jamais les juges des tribunaux supérieurs ne vont intervenir dans les faits. On ne peut pas aller en appel en disant que le juge n’a pas cru le témoin, mais on peut affirmer que le juge n’a pas considéré l’ensemble de la preuve. Cour Suprême et d’appel n’interviennent jamais concernant la crédibilité des preuves ou la qualité d’un témoignage, mais pourquoi le juge a racheté la preuve.

Cour d’appel généralement va statuer sur des points de droit, et non les faits.

La cour suprême va prendre un dossier qui est d’intérêt national.

Plus tu montes, moins il y a de faits et moins ils sont importants : si la Cour Suprême accepte d’entendre la cause, c’est pour une question juridique pure.

Ne va jamais donner de dommages intérêts ou de montant à payer, ce n’est pas son rôle.

Les faits d’une décision de la Cour Suprême devraient être 2-3 lignes, car les faits ne sont pas importants dans une décision de Cour Suprême. Dans un jugement de la Cour Supérieure, les faits seront plus importants.

On se base sur des articles, et cela nous permet de raisonner.

But de lire des décisions : on doit évacuer rapidement le but, c’est-à-dire ce qui concerne la matière du cours, trouver ce qui est important ou non.

Intervenants : interviennent uniquement sur un point précis. On n’a pas besoin de lui, mais il juge important d’intervenir dans le litige pour faire valoir son point de façon générale.

Mise en cause : on veut que la décision lui soit opposable, mais il n’est pas visé directement par la décision. N’intervient pas sur la cause, mais intervient si ça a un impact sur lui.

Souvent il n’intervient pas, car se fie au jugement du juge.

Ex : Quand la constitutionnalité d’une loi est attaquée, on met en cause le procureur général.

ATTENTION aux résumés sur internet, souvent mauvais.

ATTENTION : quand on cite un article, aller voir quelle était la version de la loi à ce moment (code civil du bas-canada, code civil du Québec …)

**Threlfall c. Université Carleton**

**Faits :** Le 10 septembre 2007, M. Roseme, un professeur retraité, part se promener près de chez lui et ne revient jamais. L’Université Carleton continue à lui verser les fonds de retraite qu’elle lui doit pendant son absence. Six ans plus tard, on retrouve ses restes et on établit la date de sa mort au lendemain de sa disparition. L’intimée exige le remboursement des fonds de retraite qu’elle lui a versé pendant six ans.

Question de droit : L’intimée, Carleton University a-t-elle droit au remboursement des fonds de retraite qu’elle versait à la tutrice de M. Roseme pendant son absence?

**Motifs :**

* Le droit contractuel de M. Roseme aux prestations a pris fin à la date réelle de son décès, et non à la date à laquelle a été reconnu son décès par l’État.

Art.1425 sur l’intention commune*: Dans l’interprétation du contrat, on doit rechercher quelle a été la commune intention des parties plutôt que de s’arrêter au sens littéral des termes utilisés.*

La commune intention ici était clairement que les prestations cessent à la date réelle du décès.

* Lorsque la présomption de vie (Art.85 C.c.Q.) a été repoussée, l’obligation qu’avait Carleton de verser des prestations à M. Roseme a rétroactivement disparu à partir de la date réelle du décès.

La présomption de vie (Art.85 C.c.Q.) n’est qu’une présomption simple, et les présomptions simples ne sont pas des sources permanentes de droit.

Pendant son absence, il avait le droit aux prestations (ce droit dépendait du fait qu’il était présumé vivant, mais il ne s’agissait pas d’une source permanente de droits).

Les droits qu’il avait en vertu de l’art.85 de recevoir la prestation ainsi que tout autre droit a disparu lorsque la présomption a été repoussée.

La présomption est repoussée avec effet rétroactif, et non prospectif

Si la réfutation avait un effet prospectif, il y aurait un gain fortuit en faveur de la succession et rien n’indique que le régime de l’absence ait pour but de générer des gains fortuits.

Présomption offre stabilité et permet de protéger les intérêts de l’absent :

Une approche prospective irait au-delà de protéger les intérêts de l’absent, elle transformerait la présomption en une source de droit substantiel pour enrichir la succession de l’absent (un tiers innocent serait forcé d’enrichir l’absent) = pas objectif de la présomption

Droit à la restitution de Carleton

* Évoque que les prestations de retraite étaient de l’indu :

Selon Art.1491 C.c.Q. : 3 éléments essentiels à la restitution de l’indu.

1. Il doit y avoir un paiement
2. Le paiement doit être fait en l’absence de dette entre les parties

* Une fois que la présomption a été repoussée, la dette a disparu. Selon une analyse rétrospective ce qui compte est que le fondement de la dette soit intact au moment de la demande.

1. Le paiement doit être fait par erreur ou en protestant pour éviter un préjudice

Carleton a payé par erreur, elle n’avait aucune intention de faire les paiements en l’absence de dette, mais c’est vue contrainte en vertu de l’article 85 C.c.Q. de le faire.

\*La première est remplie, les deux autres sont contestées par Mme. Threlfall.

**Dissidence :**

-Il faut faire la différence entre deux situations : celle ou la mort est presque certaine et celle où elle est incertaine (comme le présent cas)

Art. 94 al. 1 C.c.Q. : le jugement déclaratif de décès ne peut être prononcé qu’après l’expiration de la période de 7 ans et la date de décès est fixée à l’expiration de 7 ans à compter de la disparition et non à la date de la disparition (dans 2e cas)

-Pour avoir droit à ses prestations, la tutrice doit prouver que l’absent était

1- en droit, présumé vivant

617. Peuvent succéder les personnes physiques qui existent au moment de l’ouverture de la succession, y compris l’absent présumé vivant à cette époque et l’enfant conçu, mais non encore né, s’il naît vivant et viable.

= L’absent peut acquérir ce droit déchu

-La présomption de vie est repoussée prospectivement et non rétroactivement (donc aucun droit concernant absent ne peut être revendiqué pour l’avenir, donc la période de 7 ans après son décès)

-La rétroactivité doit avoir pour assise l’intention du législateur, et elle n’est pas explicitement claire dans Art.85 C.c.Q.

ORCC : « le caractère rétroactif de la présomption [parce qu’il] aurait pour effet de valider tous les actes irréguliers faits depuis le départ de l’absent »

L’approche de leurs collègues irait donc à l’encontre des propos de l’ORCC.

Le droit québécois s’inspire beaucoup du droit français ainsi qu’allemand : aucune raison de ne pas suivre la tendance européenne

Art.119 Code civil français : présomption n’est pas rétroactive.

* La rétroaxtivité va à l’encontre des objectifs de la présomption
* Ne confère pas de certitude ou stabilité, mais va plutôt paralyser le tuteur pendant l’absence : l’absent peut être tenu de rendre des revenus touchés (qui reposaient sur son absence) et ne pas être capable de payer son hypothèque/loyer qui étaient toujours en vigueur pendant son absence.

Abstraction du 3e objectif : protéger les intérêts des tiers liés à l’absent : la famille de l’absent ne pourrait bénéficier pleinement de la pension alimentaire qu’il leur devrait puisqu’elle ne saurait pas si cette somme leur sera reprise= état d’incertitude et de précarité

Pas de stabilité non plus, puisque avant 7 années d’existence de la présomption, « la situation est libre de changer » .

: 3 éléments payé par erreur, et contrairement à ce que la majorité affirme, que, contrairement à la nullité du contrat, le droit québécois exige que le paiement soit fait par erreur (on ne peut pas comparer ses 2 situations)

. En droit civil québécois, dans les cas de nullité de contrat, la restitution des prestations est ordonnée en application de l’art. 1422 C.c.Q. — et non sur le fondement des règles relatives à la « réception de l’indu.

L’art. 1554 C.c.Q. ne peut donc pas être utilisé pour contourner des exigences strictes, et doit être lu en corrélation avec art.1491

Avec prof :

Présomption simple : peut être renversée

Présomption absolue : ne peut pas être renversée

Le renversement du fardeau de la preuve est très simple ici : tu déposes un acte de décès/ preuve de sa mort

Acte de décès = acte authentique, c’est la seule preuve de décès en droit au QC.

À ce moment, la présomption d’absence ne fait plus effet (on n’a plus de doute s’il est vivant ou non)

Avocat de Mme : Pour lui il y avait 2 dates importantes, celle de la découverte du corps ainsi que celle de décès. Uniquement celle de décès est importante ici.

Absence est une présomption de vie et elle cesse dès qu’on est en mesure de prouver le décès a l’intérieur des 7ans. Comme c’est une présomption de vie, Carleton avait l’obligation de payer les prestations de retraire car il était retraité.

A retenir :

-Seulement une date de décès en droit civil, c’est l’acte de décès

La présomption de vie cesse lorsqu’on prouve le décès et s’établit à la table de décès

Présomption de vie cesse a l’expiration du délai de 7 ans, donc si était sorti après 7 ans il n’y aurait pas eu de débat car la date de décès aurait été établie après 7 ans et elle n’aurait rien eu à rembourser.

On s’est basé sur quoi pour établir l’acte de décès? Rien. Il y aurait fallu avoir des expertises scientifiques sur les ossements pour voir quand serait la réelle date de décès.

On aurait dû contester acte de décès, car il aurait pu succéder bcp plus tard, la date était totalement aléatoire.

Le coroner a uniquement confirmé que c’étaient les ossements du défunt, mais aucune certitude que le décès soit arrivé quelques jours après.

Ici, condamnation personnelle, car Mme. s’est approprié l’argent de M. Roseme et l’a tout dépensé.